

15 février 2017 - Blog Jean Paul Damaggio

A la dernière assemblée plénière de la région Occitanie, les amendements classiques d'EELV contre la LGV ont été portés par Guillaume Cros vice-président. J'aurais aimé connaître le vote mais le cafouillage au moment des votes (admis par la présidente) rend difficile la réponse. J'ai cru comprendre qu'il s'agissait de l'amendement n° 16 avec 19 pour, 38 abstentions, et 100 contre. La question était de savoir le vote du FN (qui semble s'être abstenu) alors qu'en Aquitaine il vote contre. Ceci étant ce vote est contradictoire avec le vote en faveur de la feuille de route des Etats Généraux du Rail. J-P Damaggio.

Guillaume Cros, EELV, amendement vote du budget de la région occitanie

Madame la Présidente,

Vous connaissez notre opposition au projet de Ligne à Grande Vitesse Bordeaux-Toulouse.

Comme vous le savez, nous sommes un certain nombre à nous être toujours opposés à ce projet ; je ne reviendrai pas par conséquent sur les conclusions il y a quelques mois d'un groupe de travail sénatorial se prononçant « pour le gel pendant une quinzaine d'années du financement des nouveaux projets de lignes à grande vitesse » (LGV), dont la ligne Bordeaux-Toulouse, pour « donner la priorité à la modernisation des réseaux existants » ou encore sur les conclusions de la commission chargée de l'exécution de l'enquête publique qui indiquaient qu'il n'y a pas « l'expression d'un véritable besoin de LGV dans le Sud-Ouest ».

L'amendement que nous déposons aujourd'hui vise donc à réorienter les financements alloués au GPSO vers l'aménagement de la ligne existante (alternative raisonnable, juste et réaliste). Dans le budget 2017, les financements sont prévus pour des études sur les aménagements ferroviaires au nord de Toulouse et des acquisitions foncières. Nous sommes favorables aux aménagements au Nord de Toulouse tout comme à ceux de la gare Matabiau. Mais l'ensemble de ces opérations ne doivent pas dépendre de la LGV. Il est d'ailleurs fondamental d'augmenter la capacité de la Gare mais essentiellement pour les besoins des trains du quotidien.

Si le raccordement de Toulouse à Paris par la grande vitesse est nécessaire, celui-ci ne peut se

faire dans des conditions qui mettraient en péril le maillage du territoire, l'égalité entre les citoyens et le service public avec le piège infernal du PPP sur Bordeaux-Tours. Les commissaires enquêteurs n'ont pas dit autres choses en mars 2015.

Aujourd'hui, l'incertitude est grande concernant la participation financière demandée aux collectivités pour un projet qui avoisine les 10 milliards d'euro et qui en coutait 5 initialement. Nous le répétons, nous devons réduire les temps de parcours entre Toulouse et Paris sans nuire aux trains du quotidien. La Région Occitanie doit donc appeler les acteurs concernés à défendre les solutions alternatives qui passent notamment par l'aménagement de tronçons de la ligne actuelle et ainsi permettre de relier Toulouse à Paris en 3h30 pour une économie de près de 5 milliards d'euro.

Il y a aujourd'hui urgence à réorienter nos investissements pour sauver les trains du quotidien. C'est pourquoi nous proposons :

De retirer la somme de 2,4 millions d'euro en AP et 2,3 millions d'euro en CP sur la ligne des crédits « LGV Bordeaux-Tours ».

De retirer la somme de 6 840 000€ et 5 millions d'euros en CP sur la ligne des crédits « Ligne Ferroviaire Grande Vitesse » qui correspond aux financements pour la LGV Bordeaux-Toulouse

D'affecter la somme de 9 240 000€ en AP et de 7,3 millions d'euros en CP sur la ligne de crédits « Infrastructures Ferroviaires ». Je vous remercie.